

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre</i>	2
1.1.2	<i>Opposition</i>	5
1.1.3	<i>Présidence et majorité présidentielle</i>	6
1.1.4	<i>Dialogue pouvoir - opposition suite à la visite de Kofi Annan</i>	6
1.1.5	<i>Condamnés de la crise de 2002, amnistie, exilés</i>	7
1.1.6	<i>Relations Églises-État</i>	9
1.2	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE »	11
2	DROITS HUMAINS	11
3	ÉDUCATION	12
4	JUSTICE, PRISONS	12
5	INTÉGRATION RÉGIONALE	12
6	ÉCONOMIE.....	13
6.1	BANQUE MONDIALE, FMI, FAO	13
6.2	SITUATION ECONOMIQUE, PROBLEMES ENERGETIQUES	13

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

Une Charte des partis politiques verra le jour : 24 partis regroupés sous le nom de « *Collectif des partis politiques* » devront apposer leur signature sur les dispositions destinées à les régir. L'objectif à long terme du Collectif est *la réduction du nombre des partis politiques*, actuellement de 183. *"Les partis politiques ayant une même idéologie pourront fusionner. Mais pour le moment, cette Charte nous amène à améliorer nos relations avec le pouvoir"*, ajoute un organisateur. Un cadre du Leader Fanilo n'hésite pas à affirmer que *les partis politiques se comportent actuellement comme des agences de placement de candidat, en vue des élections*. Pourtant, il est optimiste sur la mise en place de la Charte. *"Par une Charte, l'État pourra financer par exemple un programme bien déterminé de sensibilisation et d'éducation des citoyens, que les partis politiques doivent assurer. En contrepartie, l'État a la faculté de contrôler l'efficacité des partis politiques dans l'exécution de ce programme"*, explique-t-il. (D'après L'Express du 08/08/2006)

1.1.1 Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre

Bouri Sanhoudi, représentant-résident du Pnud, ne perçoit aucune prémisse de conflit à Madagascar. Et ce, malgré l'agitation de l'opposition pour faire adopter quelques « *préalables* », avant la tenue des élections présidentielles. *"Aucun signe avant-coureur d'un quelconque conflit, qui nécessiterait l'intervention du conseil de sécurité des Nations unies à Madagascar"*, insiste le représentant-résident. *"Ce constat restera valable tant que le système démocratique est en marche, tant que chaque entité composant la Nation peut encore s'exprimer librement"*, ajoute-t-il. Sa position rejoint, en substance, celle d'Abdou Diouf, secrétaire général de l'Oif. (D'après L'Express du 01/08/2006)

L'Union européenne roule pour le bulletin unique : encore une fois, l'Ue donne son avis sur l'élection présidentielle. Après avoir exprimé son souhait pour l'établissement d'une commission électorale indépendante, voilà qu'elle se déclare favorable à l'utilisation du bulletin unique. Techniquement possible et pratiquement faisable. L'utilisation du bulletin unique est, pour l'Ue, un moyen de rendre transparente l'élection présidentielle. *"L'utilisation du bulletin unique réduit considérablement la possibilité de tricher"*, a expliqué Lorenz Sönze, Conseiller à l'ambassade d'Allemagne qui tient actuellement la présidence tournante de l'Union. Il ajoute cependant que l'État devrait décider dès maintenant de cette utilisation car, malgré tout, il y a beaucoup de chose à faire, notamment la sensibilisation de la population sur cette règle de jeu. La Suisse, pourtant neutre sur ces questions d'ordre interne, appuie l'Union européenne. (D'après Les Nouvelles du 02/08/2006)

Le président Marc Ravalomanana a fini par épouser l'idée des chefs des églises chrétiennes sur le bulletin unique : sa position sur le code électoral évolue. Selon Mgr. Rémi Joseph Rabenirina, président du Conseil chrétien des Églises (FFKM), le chef de l'État n'est plus contre le bulletin unique. Pour ce qui est de son application, *"cela devra attendre les élections organisées après le 3 décembre"*, ajoute-t-il. (D'après L'Express du 09/08/2006)

L'informatisation des listes électorales sous haute surveillance : le personnel de l'Institut national des statistiques (Instat) s'adonne à l'informatisation des listes électorales depuis deux semaines en travaillant jour et nuit. L'idée de traitement informatique des listes des

électeurs malgaches vient des bailleurs de fonds "pour éviter les fraudes et la manipulation des votes". Elle a reçu les financements de l'Union européenne, de la Norvège et de la Suisse. Aucune information n'a filtré sur le déroulement des opérations. (D'après L'Express du 02/08/2006)

L'ambassade de Suisse accorde une somme de 85 millions Ar dans le cadre de l'élection présidentielle. Cette somme servira notamment à la formation des cadres administratifs qui vont s'impliquer directement dans cette élection. En outre, la Suisse a collaboré à la production d'un film de sensibilisation de la population sur ses devoirs citoyens et qui sera diffusé sur la chaîne publique. (D'après Les Nouvelles du 02/08/2006)

Le chargé d'affaires suisse Benoît Girardin invite les citoyens à participer aux élections : "Je souhaite que ceux qui sont tentés par la sirène du boycott y résistent et participent à cette compétition démocratique". Benoît Girardin a ainsi terminé son discours lors la célébration de la fête nationale de son pays. Une allusion aux tentatives de certaines forces qui visent, soit à boycotter soit à reporter, soit à annuler l'élection présidentielle du 3 décembre. (D'après L'Express du 02/08/2006)

L'éducation civique renforcée à la veille des élections : les électeurs des 22 régions seront remis à niveau. Des actions de sensibilisation sur l'éducation civique et la participation aux élections y seront organisées. "Il faut s'efforcer de toucher toutes les communes", note un responsable du projet "appui au Conseil national électoral". (D'après L'Express du 09/08/2006)

Alphabétiser les citoyens en âge de voter : même les analphabètes en âge de voter doivent jouir de leur droit. C'est pourquoi l'Association allemande pour l'éducation des adultes (IIZ DVV) organise un programme intensif d'alphabétisation pour adultes. Il s'agit de renforcer les capacités des adultes analphabètes, les émanciper et les encourager à valoriser leur choix. "Ceci, en vue conférer à ce groupe la capacité d'utiliser l'écrit dans leurs obligations citoyennes et d'améliorer la qualité de la participation aux processus électoraux", explique la représentante de l'antenne IIZ DVV. Les promoteurs du programme entendent mettre en œuvre la démarche alphabétisation fonctionnelle intégrée pour le soutien au développement (Afisod). Axé sur la fonctionnalisation de l'écrit au contexte électoral, *ce programme dure 2 mois à compter du mois de septembre.* (D'après L'Express du 09/08/2006)

Ravalomanana interpelle la communauté internationale pour l'observation de l'élection du 3 décembre : opération de charme. A travers différentes lettres, le président de la République sollicite plusieurs organisations internationales, ainsi que des pays étrangers, à observer l'élection présidentielle. Si certains voient dans ce geste la volonté du Chef de l'État d'organiser une élection libre et transparente, d'autres sont plutôt méfiants. (D'après Les Nouvelles du 12/08/2006)

Organisation du scrutin : publication prochaine des listes électorales dans les fokontany. Premier test grandeur nature pour le gouvernement. La publication des listes électorales au niveau des fokontany pourra donner un indice de l'efficacité administrative dans la préparation du scrutin du 3 décembre. "Conformément à la loi, chaque électeur pourra alors vérifier la liste", précise Gervais Rakotonirina, SG du ministère de l'Intérieur. « Celle-ci sera ensuite examinée par une commission administrative au niveau des districts. La liste définitive ne sera bouclée qu'à cinq jours du scrutin". Henri Roger Ranaivoson, Chief of staff à la présidence, se réjouit de l'avancement des travaux. (D'après L'Express du 17/08/2006)

Une loi sur les partis financée par la Norvège : le comité technique de suivi, qui collabore avec le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI), va se concentrer sur l'élaboration d'une loi sur les partis politiques. Le comité technique, composé de 7 membres issus de divers partis, a récemment reçu un financement émanant du gouvernement norvégien. Ce soutien étranger a permis de recruter deux consultants qui sont actuellement en enquête sur le terrain. Les consultants vont procéder à la présentation de leur travail devant les membres du comité technique, en septembre. Une réunion ultérieure des partis politiques consultés est probable, afin qu'ils puissent confirmer leur point de vue. L'une des finalités de toutes ces initiatives est de réduire le nombre des partis politiques existants. (D'après L'Express du 22/08/2006)

Le pouvoir rassure l'opinion sur la neutralité de l'administration : face au pouvoir accru des chefs de région, les yeux se tournent vers ces derniers, à la veille de l'élection présidentielle. Les autorités se relayent pour rassurer l'opinion publique quant à la neutralité de l'administration, l'un des éternels problèmes électoraux.

Rajemison Rakotomaharo : une déclaration peu rassurante sur la confrontation des PV : le président du Sénat a déclaré devant des leaders politiques que ce ne sera plus la peine d'inclure dans le code électoral une disposition prescrivant la confrontation des procès-verbaux car c'est déjà une jurisprudence. Visiblement, cette déclaration du bras droit du chef de l'Etat est loin de rassurer les entités ou partis politiques qui revendiquaient cette confrontation des procès verbaux lors de la prochaine élection présidentielle. (D'après Tribune du 17/08/2006)

Elia Ravelomanantsoa candidate des dames : la liste des candidats et candidates, à l'élection présidentielle du 3 décembre s'allonge. C'est au tour d'Elia Ravelomanantsoa de se lancer dans la course à la magistrature suprême. Sa décision porte à 13 le nombre des prétendants, du moins pour l'instant. La fondatrice du Festival Manja est surtout connue dans le monde des affaires. Cette ex-conseillère technique de l'ancien gouverneur de la province autonome d'Antananarivo a prôné *la laïcité de l'Etat*. Une manière de critiquer la gestion actuelle des affaires. (D'après L'Express et Midi du 09/08/2006)

Le Général Randrianafidisoa candidat : la liste s'allonge. Ils sont maintenant 14 à s'être déclarés candidats à l'élection présidentielle du 3 décembre. Et le dernier en lice n'est pas des moindres, car il s'agit du Général Randrianafidisoa, dit Fidy, « *homme de la situation* » lors des opérations de pacification en 2002 avec les réservistes et pour la gestion de la crise post-électorale. A titre de reconnaissance, le général a été nommé à la tête de l'OMNIS (Office Militaire National des Industries Stratégiques), mais il a été limogé quelques années après. Ce limogeage prématuré n'a pas plu à cet enfant terrible de la crise 2002. Il lance donc un défi à son ancien patron. (D'après Tribune du 10/08/2006)

Le général Andrianafidisoa risque une sanction : les autorités militaires réagissent à la déclaration de candidature à la présidentielle du général Andrianafidisoa. Elles n'excluent pas une sanction. "Les militaires sont tenus à un devoir de réserve. Ils doivent demander une autorisation à qui de droit avant de faire une déclaration publique", indique le général Petera Behajaina, ministre de la Défense nationale. (D'après L'Express du 12/08/2006)

Général Andrianafidisoa : la sanction va venir. Il va se rendre à l'Etat-major général des Forces armées pour se voir notifiée la punition d'arrêt que son homologue, le général Raonenantsoamampianina, a prise en son contre. Le général Fidy a été accusé d'avoir

enfreint au droit de réserve que doit observer chaque militaire. (D'après La Gazette du 18/08/2006)

Norbert Lala Ratsirahonana poussé à la démission : il annoncera ce jour sa candidature à l'élection présidentielle, après les sollicitations du congrès national de l'AVI. Son parti a demandé sa démission de son poste d'ambassadeur itinérant du président de la République. Depuis quelque temps, la candidature de l'ancien chef de l'État par intérim constitue un secret de Polichinelle. L'aspiration émise par la base du parti lors de ses 19 congrès régionaux ne laisse pas le doute planer à ce sujet. (D'après L'Express du 11/08/2006)

Un candidat anti-bailleurs de fonds en lice : le Groupement pour la souveraineté nationale veut la bipolarisation de la politique malgache, entre la tendance prônée par ceux qui dépendent de la puissance étrangère et celle des partisans de la souveraineté nationale. L'idée a été lancée lors d'une conférence de presse donnée par des membres de cette organisation. Le Groupement pour la souveraineté nationale a annoncé la prochaine présentation d'un candidat à l'élection présidentielle. (D'après L'Express du 31/08/2006)

Le pasteur Randrianjoary candidat à la présidentielle : au rythme actuel, le record du nombre de candidats à l'élection présidentielle risque d'être pulvérisé. A 4 mois de la date du scrutin, ils sont maintenant 15 personnalités à avoir annoncé leur intention de briguer la magistrature suprême. C'est au tour du pasteur Jules Randrianjoary de faire part son projet présidentiel. Avec cette annonce du pasteur Jules Randrianjoary, la liste des possibles candidats à l'élection présidentielle n'est pas encore close. L'on attend encore d'autres candidatures de "poids" telles celles de Herizo Razafimahaleo, Manandafy Rakotonirina ou Pety Rakotoniaina. Le foisonnement de candidatures apporte de l'eau au moulin de ceux qui sont contre l'utilisation du bulletin unique. "Comment voulez-vous aligner une dizaine d'illustrations sur une feuille sans dérouter les paysans ?", se demande le sénateur Soja Jean André. (D'après L'Express du 28/08/2006)

1.1.2 Opposition

Divergences de vues au sein de l'Arema : Pierre Raharijaona renie le bulletin unique. Il explique que «*quel que soit le système, il y aura toujours des fraudes quelque part. Pour éviter cela, je pense qu'il appartient à tous les candidats d'avoir leur représentant respectif dans tous les bureaux de vote et au niveau des différentes commissions électorales*» S'agissant du code électoral, Pierre Raharijaona estime qu'en l'état actuel des choses, il n'y a pas lieu de procéder à sa révision. (D'après Les Nouvelles du 05/08/2006)

Des opposants préparent une descente dans la rue : nouvelle tentative. Les Trois forces nationales (3FN) comptent organiser des manifestations dans les rues de la capitale après celles du 17 décembre 2005 sur la place du 13 Mai. Les 3FN se préparent à une campagne contre la tenue de l'élection présidentielle le 3 décembre. "Nous ne faisons pas entrave au déroulement de l'élection du 3 décembre. Nous demandons la mise en œuvre de règles de jeux claires, favorables à une élection démocratique », avec **en préalable la libération des détenus politiques et le retour au pays des exilés.** (D'après L'Express du 07/08/2006)

Meeting confirmé des 3FN à Toamasina le 3 septembre : "Les 3FN sont toujours prêtes pour toute action de réconciliation et de dialogue", a certifié Me Willy Razafinjatovo. Le Comité pour la réconciliation nationale (CRN), a officialisé la démarche auprès de ses alliés de la troïka de l'opposition. Le rendez-vous de Toamasina devrait déterminer la suite des tournées provinciales de l'opposition, **dans l'objectif de contester le scrutin du 3 décembre.** A deux

semaines du rassemblement, c'est déjà la *surenchère entre les 3FN et le gouvernement*. "Si jamais il y a des échauffourées lors de nos meetings, nous tiendrons les autorités pour responsables", prévient José Rakotomavo. (D'après L'Express du 17/08/2006)

Menace des natifs des cinq provinces : les projets de perturbation de l'élection présidentielle se font jour. Le soi-disant groupe des natifs des cinq provinces a annoncé qu'il n'est pas responsable des éventuels dérapages si le gouvernement maintient la date du 3 décembre. L'association des natifs des cinq provinces, en dehors de ceux de la capitale, lance au gouvernement un ultimatum qui ne dit pas son nom. Le G5 tente de mettre la pression sur le pouvoir de Ravalomanana. Ses revendications tournent, entre autres, autour de la réconciliation nationale et la révision du code électoral. Il exige également la mise en place d'un comité électoral indépendant pour organiser le scrutin. Comme son nom l'indique, le G5 s'appuie sur le *clivage Hautes terres-périphéries* dans ses revendications. "Ce sont surtout les natifs des cinq provinces, en dehors de ceux d'Antananarivo, qui se sont impliqués dans l'affrontement lié aux événements de 2002. C'est également le cas pour les prisonniers de la crise post-électorale de 2001", justifie le patron du G5. De son côté, le pouvoir ne se fait pas prier pour fustiger les visées politiques du G5. Le sénateur Joseph Yolland "déploie la politisation de la notion des provinces. Une telle conception est dépassée. Madagascar est une nation unie." (D'après L'Express du 22/08/2006)

Actes de déstabilisation. La Haute Cour Constitutionnelle visée par un attentat à la grenade : il semble que les représentants ou les symboles de l'autorité soient visés par ces actions. Ceci dans un contexte où l'élection du 3 décembre, voulue exemplaire et transparente par les autorités, approche inéluctablement. Les observateurs estiment que les cerveaux de ces attentats souhaitent instaurer un climat de trouble qui nuirait à l'image du régime sur le plan international. (D'après Le Quotidien du 25/08/2006)

1.1.3 Présidence et majorité présidentielle

7 conseillers norvégiens à la Présidence de la République : forte délégation de l'Église Luthérienne de Norvège au camp du Réveil des luthériens à Ankaramalaza. Marc Ravalomanana au pupitre s'est adressé à cette communauté étrangère, saluant son rôle dans le développement de l'île. Révélation faite par le chef de l'État : il a dans son entourage 7 conseillers norvégiens qui fournissent leurs avis dans le domaine de l'exploitation pétrolière et de la bonne gouvernance. Le plus connu des conseillers norvégiens est Peter Langseth, directeur de la Bonne gouvernance à la Présidence, et qui fut directeur du programme de Lutte contre la Corruption dans les instances de l'ONU. On en connaît deux autres qui sont des conseillers non permanents, qui viennent périodiquement dans l'île. Il s'agit d'abord d'Eva Joly, magistrat spécialisé dans l'assainissement des rouages de la Justice. L'autre est l'assistante de cette dernière, Anne-Mette Dyrnes, magistrat qui effectue avec Eva Joly le même travail d'assainissement de la Justice en Russie. (D'après La Gazette du 03/08/2006)

1.1.4 Dialogue pouvoir - opposition suite à la visite de Kofi Annan

Ravalomanana prône l'ouverture : surprenantes déclarations de Marc Ravalomanana lors de deux déplacements. Le président de la République a prôné une ouverture politique au nom de la solidarité nationale et pour l'intérêt suprême du pays tout en lançant un avertissement à ses partisans extrémistes qui "verrouillent la porte de l'intérieur". Ce qui laisse supposer un probable remaniement gouvernemental. *Cet acte s'apparente à un changement radical de position du régime, dans la conduite des affaires nationales.* Dans les coulisses, l'idée d'un

gouvernement d'union nationale fait son chemin. La mise en place d'un gouvernement d'union, s'il y a lieu, permettra au pouvoir de ratisser large, en vue des présidentielles. Le nom du modéré Rajemison Rakotomaharo, président du Sénat, est même évoqué pour occuper le poste de premier ministre. (D'après L'Express du 07/08/2006)

Les consultations continuent et s'accélèrent : La situation politique évolue vite depuis les déclarations politiques faites par le président de la République. Le chef de l'État a reçu les quatre chefs d'église du FFKM, et le pouvoir va consulter les chefs des partis. Ces consultations ne sont que la suite du dialogue politique enclenché le 29 mai par le président de la République, suite à la recommandation du secrétaire général de l'ONU. *Cette deuxième rencontre interviendra dans un contexte politique où plus d'un s'attendent à la concrétisation par le président de la République de ses déclarations politiques récentes,* qui peuvent être interprétées comme un appel à l'ouverture et au rapprochement des forces vives de la Nation. (D'après Tribune du 10/08/2006)

Réunion des partis politiques : dialogue de sourds entre le pouvoir et l'opposition. *La deuxième réunion des partis politiques n'a abouti à rien de concret.* L'avenir du projet présidentiel reste incertain. "L'objectif de la réunion vise à donner la possibilité aux uns et aux autres de s'exprimer", a souligné Rajemison Rakotomaharo, président du Sénat et président de séance. " Les participants se sont contentés de présenter leurs points de vue sur trois thèmes relatifs à l'élection du 3 décembre : la question du bulletin unique, la mise en place de la commission électorale indépendante et la révision du code électoral. Le président du Sénat reste discret quant à la suite du débat mais le dialogue de sourds entre le pouvoir et l'opposition continue, avec *la nouvelle absence des partis regroupés au sein des 3FN.* Moxe Ramandimbilahatra, Conseiller du Président de la République, propose *l'élaboration d'un "code de bonne conduite"*. *L'initiative vise en fait, à sanctionner ceux qui refusent d'aller aux urnes.* Et aussi ceux qui ont boycotté la première réunion. (D'après L'Express et La Gazette du 12/08/2006)

Le pouvoir multiplie les gestes pour calmer les esprits, à la veille des élections : Rajemison Rakotomaharo, président du Sénat, soutient l'ouverture prônée par Ravalomanana vers les forces politiques. "Le président Ravalomanana est en train de tenir sa promesse. Il reste ouvert aux discussions", certifie-t-il. Sa déclaration est faite moins d'une journée après la deuxième réunion des partis. *Le président de la Chambre haute fait savoir la prédisposition du chef de l'État à consulter les formations politiques et les autres entités.* "Le dialogue n'est pas rompu et c'est prouvé par les discussions formelles qui se sont tenues, telles les réunions des partis ", indique-t-il. *Les chefs d'Églises ont relayé le message présidentiel,* après leur récente rencontre avec le chef de l'État. Par contre, l'opposition, du moins les Trois forces nationales (3FN), soupçonne une manœuvre de la part du pouvoir derrière la démarche de rapprochement. (D'après L'Express du 14/08/2006)

1.1.5 Condamnés de la crise de 2002, amnistie, exilés

Retour de Ratsiraka : le Mfm et l'Arema recherchent la meilleure méthode pour aboutir au retour de l'ancien président. Leur objectif est une poignée de main entre Ravalomanana et Ratsiraka. Les rapprochements sont à l'étude. Le Mfm essaie de convaincre le pouvoir en place. L'Arema, du moins la frange qui se réclame de Didier Ratsiraka, sonde en ce moment son sentiment. La justice a condamné à 10 ans de travaux forcés Didier Ratsiraka en 2002. Le «condamné» n'a pas fait appel de ce jugement. Le gouvernement, en toute logique et s'il était vraiment respectueux de l'État de droit, aurait dû lancer un mandat d'arrêt international

contre lui pour faire respecter cette décision de justice. Ce qui n'a jamais été fait, nul ne sait pour quelle raison. (D'après Midi du 03/08/2006)

Pour l'amiral Didier Ratsiraka, la mise ne place d'un gouvernement de transition constitue une urgence. Malgré l'obligation de réserve à laquelle il est soumis vu son statut d'exilé politique, il suit de plus près l'évolution de la situation à Madagascar. L'ancien président s'est exprimé sur une TV privée parisienne par le biais de son neveu Roland Ratsiraka. Selon ce dernier, son oncle prône pour la prévention d'une nouvelle crise post-électorale un gouvernement de transition qui réalisera la réconciliation nationale. Une position que le secrétaire national du parti Pierrot Rajaonarivelo ne partage pas, lui qui vient d'annoncer qu'il retournera bientôt à Madagascar pour participer à cette élection du 3 décembre. *Les propos de Roland Ratsiraka confirment les rumeurs selon lesquelles Didier Ratsiraka prépare lui aussi son retour au pays.* (D'après Tribune du 14/08/2006)

Pierrot Rajaonarivelo de nouveau convoqué par la justice : l'ancien vice-Pm est de nouveau convoqué devant la barre le 8 août pour une autre affaire le concernant. Cet ancien patron du ministère de l'Économie et du Budget est accusé de détournement de deniers publics. Suite à une dénonciation d'un de ses anciens collaborateurs, la justice a ordonné une perquisition au domicile de l'un de ses anciens conseillers techniques. Celle-ci a permis la découverte de quelques compromettants. Du coup, la justice a déclenché une poursuite pénale à l'encontre de l'ancien vice-Pm ainsi que de son ex-conseiller technique et d'un ressortissant étranger. (D'après Tribune du 03/08/2006)

Me Antoine Beauquier, un avocat très médiatique pour Pierrot Rajaonarivelo : président de la Fédération Famille Médias (Ffm), cet avocat est très connu en France. Les nombreuses affaires portées devant les tribunaux français par la Ffm ont donné une aura particulière à son président. En raison de cette notoriété, Pierrot Rajaonarivelo essaie probablement de faire de la publicité sur son propre sort et par voie de conséquence, d'alerter l'opinion publique française. D'autant que son avocat dispose de solides relais dans les médias français. Il reste à savoir si ceux-ci s'intéresseront à l'avenir d'un politicien malgache très peu connu dans l'Hexagone. (D'après Midi du 07/08/2006)

Travaux forcés pour Rajaonarivelo : nouveau coup de massue pour l'ancien vice-premier ministre Pierrot Rajaonarivelo. La cour criminelle l'a condamné par contumace à **15 ans de travaux forcés** pour détournement de fonds. Son ancien conseiller José Gabriel Tahaka écope de la même peine. Les mêmes sanctions mais doublées par la vente aux enchères de 9 véhicules et de 4 villas sont appliquées à José Gabriel Tahaka. Enfin, une amende de six millions Ar sera solidairement payée par Pierrot Rajaonarivelo, José Gabriel Tahaka et Jacques Bonnefoy. Ce dernier a été aussi condamné à 10 ans de travaux forcés. Tous les 3 ont été accusés de malversations en avoir en douanes. Pour l'affaire d'usurpation de titre, le Tribunal de première instance a déjà prononcé 5 ans d'emprisonnement contre Pierrot Rajaonarivelo. Cette peine a été réduite à 3 ans par la Cour d'appel. *Cette condamnation est plus sévère que celle prononcée à l'encontre de Didier Ratsiraka, qui a eu 10 ans de travaux forcés pour l'affaire de retrait d'argent placé à la Banque centrale de Toamasina. Ce procès s'est déroulé en l'absence des avocats de Pierrot Rajaonarivelo* conformément à ce qu'ils avaient annoncé depuis un mois. Ils ont en effet décidé de boycotter toutes les audiences dans auxquelles leur client serait convoqué. (D'après L'Express et Midi du 09/08/2006) Interrogé par l'AFP par téléphone en France, M. Rajaonarivelo a accueilli ce verdict "avec beaucoup d'amertume", déplorant le "harcèlement de la justice" et ajoutant: "Je persiste et signe pour maintenir ma candidature (...) **Je reviendrai à Madagascar, ce sera avant les élections, ce n'est pas l'emprisonnement qui me retiendra**". (D'après Jeune Afrique du 10/08/2006)

« *La solidarité des cinq provinces* », organise une séance qu'elle qualifie de réconciliation : c'est la deuxième manifestation de ce genre, après la réconciliation entre l'Association des réservistes pacificateurs de Madagascar (Arepam) et l'Organisation des familles des détenus politiques liés aux événements de 2002 (Ofpacpa). Le secrétaire général de la solidarité des cinq provinces, indique que les organisateurs de cette rencontre comptent rassembler 10.000 personnes pour cette occasion. "Nous tenons à inviter les chefs des institutions de la République, les candidats déclarés à l'élection présidentielle, les représentants du Conseil œcuménique des églises (FFKM), ainsi que d'autres personnalités", précise-t-il. Le conseiller politique du président de la République, Moxe Ramandimbilahatra, porte une critique à l'encontre des organisateurs de ce rendez-vous : "Je reproche à la Solidarité des cinq provinces, sa politique d'exclusion. Il ne faut pas diviser les six provinces de Madagascar. Cette association continue la pratique de Didier Ratsiraka", dit-il. (D'après L'Express du 08/08/2006)

1.1.6 Relations Églises-État

La foi en Dieu «pour vaincre les difficultés, la pauvreté, la désunion et tous les maux du monde entier» selon Marc Ravalomanana : croyance et foi ont été au centre du message lancé par le président de la République depuis le «Toby Ankaramalaza» où de nouvelles réalisations du pouvoir ont été inaugurées. Ankaramalaza qui fête ses 65 années d'existence, est connu pour être le plus important centre culturel du pays. Chaque année, il organise un grand rassemblement de fidèles. Marc Ravalomanana a annoncé que de nouveaux travaux d'extension seront effectués. Le partenariat État-Églises sera de nouveau mis en exergue pour la réalisation de ces travaux. Marc Ravalomanana a appelé les églises à persévérer davantage dans leur mission d'éducation des citoyens. (D'après Les Nouvelles du 02/08/2006)

« *Il n'y a pas d'instrumentalisation politique de l'Église* », a rappelé le président Ravalomanana. « *Au contraire, c'est l'Église et la foi qui devraient nous servir de guide* », continue-t-il. Depuis son accession au pouvoir, Marc Ravalomanana s'est toujours appuyé sur l'Église dans la conduite des affaires nationales. Le chef de l'État n'a jamais cessé de vanter les vertus de cette dernière. Il a même évoqué *son rêve d'une "christianisation de la Nation"*, lors du synode de la FJKM, au mois d'août 2004. Cette pratique du numéro Un du régime a pourtant fait le chou gras de l'opposition. "Nous savons tous le mode d'accession au pouvoir du président de la République", a avancé Samuel Ralaidovy, coordonnateur national de l'Arema. "Il a utilisé, d'une manière outrancière, l'appareil des églises", poursuit-il. (D'après L'Express du 02/08/2006)

Rémi Joseph Rabenirina pour une commission «vérité et réconciliation» : un membre influent du FFKM s'inspire de l'exemple sud-africain. Rémi Joseph Rabenirina souhaite la mise en place d'une commission «vérité et réconciliation» afin de résoudre les conséquences de la crise de 2002. (D'après Les Nouvelles du 02/08/2006)

Le soutien de l'AVI : l'annonce de la mise en place d'une commission vérité et réconciliation, proposée par le président du FFKM, Mgr Rémi Rabenirina, a été bien accueillie par la classe politique. L'AVI, notamment, abonde dans ce sens. Laurent Ramarason pense que " *le FFKM devait maintenant passer de la parole aux actes et non plus se contenter d'un effet d'annonce. Notre parti est prêt à épauler le FFKM dans sa démarche* ", précise-t-il. (D'après La Gazette du 03/08/2006)

Le pasteur Lala Rasendrasahina, président du FJKM, encense Marc Ravalomanana : le pasteur, président de l'Église réformée FJKM, a vanté les qualités du président Ravalomanana, non moins vice-président de la même FJKM. A la veille de l'élection

présidentielle, *la déclaration donne du grain à moudre à ceux qui critiquent la collaboration Église-État.* " Nous remercions Dieu de nous avoir donné un personnage tel que le président Ravalomanana, pour conduire la Nation", a déclaré le pasteur. "Il a toujours apporté son aide aux églises. Et ce, bien avant son accession à des postes à responsabilité, contrairement à l'affirmation de certaines personnes", a-t-il rappelé. (D'après L'Express du 08/08/2006)

Congrès des jeunes luthériens : guerre des nerfs entre Ravalomanana et Lahiniriko. Les cérémonies officielles de l'Église luthérienne (FLM) se transforment en champs de bataille où rivalisent le chef de l'État et l'ancien président de la Chambre basse. Une fois de plus, *le Congrès des jeunes luthériens reflète l'âpre lutte entre les deux hommes.* Les deux hommes s'évitent adroitement au cours des cérémonies organisées par la FLM. Néanmoins, ils profitent, chacun de son côté, de chaque opportunité pour lancer son message aux fidèles de l'Église, sans oublier les aides financières : ayant entendu l'appel au secours de certains congressistes qui n'ont même pas de quoi manger, Lahiniriko a offert gracieusement 10 millions d'Ar. Certes, le Dr Endor Modeste Rakoto, président de l'Église luthérienne, a souligné la neutralité de celle-ci pendant le scrutin du 3 décembre. Mais le vice-président de la FJKM Ravalomanana et le trésorier de la FLM Lahiniriko font tout pour garder un ascendant psychologique l'un sur l'autre. (D'après L'Express et La Gazette du 14/08/2006)

La vie des Eglises rassemble le président Ravalomanana et le député Jean Lahiniriko malgré leurs divergences politiques. Cela fait longtemps que Marc Ravalomanana et Jean Lahiniriko n'ont pas eu de tête à tête. Le chef de l'Etat et l'ancien président de l'Assemblée nationale vont se retrouver tous les deux à Toliara pour *la Convention du Mouvement des Réveils, au sein de l'Eglise luthérienne.* Le chef de l'Etat va tenter de marquer un peu plus son attachement à la collaboration entre l'Etat et l'Eglise chrétienne, dont le FLM. (D'après L'Express du 18/08/2006)

Ravalomanana courtise les jeunes chrétiens : après l'Eglise luthérienne, voilà le président Ravalomanana à la conquête des jeunes fidèles de l'Église catholique. Le chef de l'Etat a assisté à la messe de clôture de la Journée mondiale de la jeunesse (JMJ) de l'Église catholique. Il a promis d'aider les jeunes pour leur voyage à Sydney, en Australie, à l'occasion de la 28ème JMJ, en 2008.

En outre, le président *Marc Ravalomanana a rappelé l'importance de la foi chrétienne.* "L'Eglise fait partie intégrante de l'Etat", répète-t-il. L'homme se déplace surtout en province pour des motifs liés à la religion. A l'évidence, *Marc Ravalomanana entend encore une fois s'appuyer sur les Eglises du FFKM dans la perspective du scrutin du 3 décembre.* (D'après L'Express et La Gazette du 16/08/2006)

Le chef de l'Etat demande aux 4 chefs d'église du FFKM de lui faire part de leurs observations sur son programme de développement pour les 5 ans à venir (« Map »). Les 4 chefs d'église ont accepté de recevoir comme "devoir à la maison" la lecture du Map. Oseront-ils donner une mauvaise note à cette politique qui privilégie le partenariat Etat-Eglise et prévoit à cet effet la construction de temples ? Plus d'un n'y croient pas. Le devoir de ces 4 chefs d'église ne s'arrêtera cependant pas à cette observation. Ils seront certainement tenus à sensibiliser les chrétiens sur cette politique de développement. Autrement dit, ils s'impliqueront dans la vulgarisation du Map. Bref, les gestes des 4 chefs d'église continuent de créer des doutes sur la neutralité du FFKM. (D'après Tribune du 16/08/2006)

Des opposants reçus par le FFKM : cette rencontre résulte d'une initiative des 3FN. "Nous constatons que les idées lancées par l'opposition sur la situation actuelle qui prévaut à Madagascar, ne sont pas bien comprises par leurs destinataires", affirme un des représentants de l'opposition à

l'entretien. Il précise en outre que les membres des 3FN n'ont pas demandé l'avis du FFKM. Par contre, ils ont laissé aux responsables des Églises toute latitude pour leur poser des questions. L'organisation éventuelle d'une rencontre entre le pouvoir et l'opposition a été également abordée. La délégation des 3FN a félicité le Conseil des Églises pour avoir élaboré un projet de code électoral. Les dirigeants des 3FN comptent rencontrer prochainement les quatre chefs d'églises en personne. Ils ont également déposé des demandes d'audience auprès des représentations de l'Ue, du Pnud et du de l'ambassade des États-Unis. (D'après *L'Express du 23/08/2006*)

1.2 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

Programme national e-gouvernance : protocole d'accord avec le Pnud. D'un montant de 661.000 dollars, cette convention touche à la mise en œuvre du Programme national e-gouvernance (Pneg) visant au renforcement de capacités de l'administration publique afin d'améliorer l'efficacité de ses prestations. Prévu pour une période allant jusqu'à fin décembre 2006, l'accord pourrait se prolonger jusqu'en 2009. C'est le Programme des réformes pour l'Efficacité de l'Administration (Prea), organe sous tutelle de la Présidence, qui est chargé de la gestion des différents volets de l'e-gouvernance. *Le Pnud vient ainsi appuyer la Banque mondiale*, qui finance le Programme de gouvernance et de développement institutionnel (Pgdi), et de la Bnad qui est partenaire du Projet de renforcement institutionnel visant la bonne gouvernance. (D'après *Midi du 01/08/2006*)

Détournement de fonds : l'ex-DG du Fid sous mandat de dépôt. Quelques mois après sa démission, l'ancien directeur général du Fonds d'intervention pour le développement Davida Rajaon, a été entendu au Parquet. Il a dû affronter ensuite le juge d'instruction avant d'être mis sous mandat de dépôt pour détournement de fonds. Près de deux mois après sa démission à la tête du projet Fonds d'intervention pour le développement (Fid), Davida Rajaon est accusé d'avoir détourné 6,2 milliards Ar. *Davida Rajaon fait partie des proches du président Ravalomanana*. Ce dernier l'avait nommé ministre de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé, juste après l'avènement du chef de l'Etat en mai 2002. (D'après *L'Express du 18/08/2006*)

2 DROITS HUMAINS

Le mariage coutumier en voie de légalisation : un texte de loi en gestation a pour objet de considérer les pratiques coutumières en vue de les intégrer dans la législation. Le mariage traditionnel et le droit de "*misintaka*" en feront partie. Certaines pratiques, aussi bien coutumières que légales, méritent une considération particulière pour que ce texte obtienne l'adhésion de tous les citoyens. Puisque seulement 40% des Malagasy sont mariés légalement contre 50% selon la coutume, ce texte devra faciliter la conversion du mariage coutumier en mariage civil au bout d'un certain temps. Accepté par la société malgache, le "*misintaka*", ou séparation de corps temporaire entre les époux, se doit d'être réglementé. En ce qui concerne les droits réglementaires, une harmonisation des droits des femmes et des hommes contribuerait à changer les sentiments et les comportements de la communauté vis-à-vis des rôles traditionnels de la mère et du père, concernant la prise en charge des enfants. (D'après *L'Express du 10/08/2006*)

Travaux forcés : une peine vieille de deux siècles ! En condamnant Pierrot Rajaonarivelo à cette peine archaïque et infamante, la Justice met l'ancien vice-Premier ministre au rang d'un forçat. La condamnation de Pierrot Rajaonarivelo à 15 ans de travaux forcés *rouvre le débat*

*sur cette peine vieille de presque deux siècles puisqu'elle a été instituée par le code pénal de 1810. Issue en ligne directe de la condamnation aux galères, la peine des travaux forcés est **manifestement archaïque**. Elle était subie autrefois dans des **bagnes** situés en pays coloniaux comme la Guyane et la Nouvelle-Calédonie et plus tard, en Métropole. Les peines de travaux forcés ont été remplacées en 1960 en France par celles de la réclusion à perpétuité ou à temps. Le code pénal malgache – et partant la Justice – est en retard de quarante-six ans. (D'après Midi du 11/08/2006)*

3 ÉDUCATION

Université d'Antananarivo : de nouveau sur une poudrière. L'université d'Antananarivo est au bord de l'agonie. La situation est devenue intenable. Le personnel administratif n'a pas reçu ses salaires. En outre, des étudiants sont privés d'électricité alors que les examens approchent. En clair, le feu couve et l'issue reste incertaine car « *la mauvaise gestion de nos universités se poursuit* », selon le président du Seces, Mihamitsy Cyril. « *Le ministre Haja Razafinjatoovo ne maîtrise plus la situation* », dit-il. (D'après La Gazette du 10/08/2006)

4 JUSTICE, PRISONS

Les droits des détenus affichés à la gare de Soarano : la sensibilisation sur le respect des droits des détenus se poursuit. Une exposition, allant dans ce sens, sera organisée à la gare de Soarano. C'est le résultat de la coopération entre l'Aumônerie catholique des prisons (ACP), le Catholic relief services (CRS) et Madarail. « *L'objectif est de faire connaître au grand public les droits fondamentaux dont jouissent les détenus et l'inciter à les respecter* ». Parmi les **18 droits des détenus** représentés, figurent les droits à la santé, à l'éducation, à l'information, à la liberté de pensée... Une fois libérés, les ex-détenus jouissent également du **droit à la réinsertion sociale**. « *Malheureusement, celle-ci n'existe vraiment pas dans la société malgache. Or, cette carence incite les ex-détenus à récidiver* », précise le responsable de l'ACP. (D'après L'Express du 14/08/2006)

5 INTÉGRATION RÉGIONALE

Madagascar prêt à suivre le régime douanier de la Sadc : Madagascar s'achemine vers son intégration économique régionale. Le processus exigé par les statuts de la Sadc se poursuit normalement. Encore un pas en avant pour l'engagement de Madagascar au Southern african development community (Sadc). *L'offre du Plan d'abaissement tarifaire de la Grande île (PATM) a été transmise au secrétariat de cette organisation basée à Gaborone.* Cette offre sera ensuite soumise au Forum de négociation commerciale (TNF) qui se tiendra au Lesotho fin septembre. La liste définitive des produits jouissant des droits de douanes préférentiels à Madagascar devrait être établie à l'issue de cette rencontre. (D'après L'Express du 03/08/2006)

Conférence de la Sadc : la région s'unit contre la corruption. Les pays de la région se mobilisent pour lutter contre la corruption. Une importante réunion des pays de la Sadc se tient à Maurice ; elle devrait permettre, entre autres, la transition entre le Southern African Forum against Corruption (Safac) et le Sadc Anti Corruption Committee (Sacc), organisme devant mettre en application le plan d'action sous le Sadc Protocol pour les prochaines années. D'autre part, *un Mémoire d'Understanding sera signé entre l'Icac et le Bianco.* Cette coopération entre les deux organismes devrait permettre **une plus grande interaction régionale dans le combat contre la corruption.** (D'après L'Express du 07/08/2006)

Marc Ravalomanana se trouve au Lesotho pour le sommet de la Sadc : un «déplacement économique» qui fait suite à l'adhésion de Madagascar à cet ensemble sous-régional. Cette adhésion *implique de nombreuses réformes dans le pays* : abaissement tarifaire et douanier, ouverture des frontières aux résidents de la zone, libre circulation des produits, ouverture économique et concurrence. *Le gouvernement malgache est à la traîne sur certains de ses engagements*, notamment en ce qui concerne la loi sur la concurrence, les réformes de la justice et l'abaissement tarifaire et douanier. Certains opérateurs voient dans cette adhésion *une menace pour leurs intérêts*. (D'après Midi du 17/08/2006)

6 ÉCONOMIE

6.1 Banque mondiale, FMI, FAO

La Banque mondiale optimiste : *“Madagascar est un des meilleurs performers achievers d’Afrique”*. C'est sur cette note de satisfaction que le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, Gobind Nankani, a clôturé sa visite à Madagascar. *“Le partenariat entre Madagascar et la Banque mondiale est excellent”* a souligné Gobind Nankani, rappelant les récents déblocages de 40 millions de dollars d'aide budgétaire, de 10 millions de dollars d'aide à la Jirama et de 18 millions de dollars pour le Fid. *“Sur cette lancée, la Banque mondiale souhaite renforcer ce partenariat dans le cadre de la Stratégie d'Appui Pays 2007-2011 (Country Assistance Strategy) en combinaison avec le Madagascar Action Plan”* (Map) affirme Gobind Nankani. *« La performance de Madagascar a atteint en 2005 le niveau de celle de 2001, en terme de croissance »* Réagissant à ces propos, un économiste fait remarquer : *“ la population croit de 2,8 à 3% par an, soit 10% en cinq ans. Ce qui fait que le Pib global peut avoir été atteint mais le revenu par individu a diminué avec la croissance de la population qui s'est donc appauvrie”*. (D'après L'Express du 08/08/2006)

6.2 Situation économique, problèmes énergétiques

Fermeture des entreprises franches : perte de 9 600 emplois. Depuis le 1er janvier 2005, date du démantèlement de l'accord multifibre, une perte de 9 600 emplois industriels a été enregistrée à Madagascar. Des dizaines d'entreprises franches ont dû fermer leurs portes. La fin du système de quotas d'importations qui a régi le commerce mondial du textile pendant plus de trente ans a fait l'effet d'une douche froide pour de nombreux pays en voie de développement dont Madagascar, Maurice, Turquie, Sri Lanka, Bangladesh, Indonésie, etc. Certains de ces pays ont bâti leur économie sur le textile. Aujourd'hui, ce secteur entre presque dans une phase de disparition avec la fermeture des usines et la réduction de la main d'œuvre. (D'après La Gazette du 07/08/2006)

Entreprises franches : 20 000 nouveaux emplois. Le premier semestre 2006 a été fructueux en matière de création d'emplois. Selon le ministre de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé, près de 20 000 emplois ont été créés durant les 6 premiers mois de l'année. Une performance notable malgré les incertitudes de l'environnement économique du pays. La situation est d'autant plus délicate si l'on tient compte du fait que seules 11 entreprises franches ont été à l'origine de ce résultat. (D'après L'Express du 08/08/2006)

Les statistiques confirment l'inflation : selon l'Instat, *un taux d'inflation de 12,8 % a été enregistré sur un an*, contre 11 % en rythme annuel durant les premiers mois de l'année. *La hausse incessante du coût de la vie est la matérialisation de cette inflation*. Contre des

chiffres bien alarmants des années précédentes, 18,4 % pour 2005 et 27 % pour 2004, ***l'inflation actuelle reste dans une fourchette contrôlable.*** " Avec une marge comprise entre 8 et 12 %, elle présente encore des points positifs", estime un banquier. A ce stade, ***elle crée un dynamisme pour l'économie.*** Le dynamisme économique provoqué par cette inflation "maîtrisée" devrait d'ailleurs entraîner un taux de croissance de 7 à 8 % l'année prochaine. (D'après L'Express du 08/08/2006)

Exploitation pétrolière à Madagascar : mise en garde de Global Witness. L'or noir existe à Madagascar. Un article publié par l'IRIN souligne que « *Madagascar est en train de devenir la prochaine plate-forme de développement énergétique en Afrique avec la venue des conglomérats pétroliers qui essaient de prendre part aux récentes découvertes* ». L'agence annonce une estimation de recettes annuelles d'un milliard de dollars dans les prochaines années, bien que les réserves pétrolières malgaches soient encore totalement inconnues. ***Ce pactole risque toutefois de n'apporter que le chaos dans le pays.*** Manandafy Rakotonirina avait déjà tiré la sonnette d'alarme en évoquant les ***risques de guerre civile et/ou ethnique pour le contrôle des ressources pétrolières.*** Global Witness, une Ong britannique qui enquête sur le rôle des ressources naturelles dans le financement du conflit et de la corruption dans le monde, met en garde Madagascar : le risque de corruption en matière de pétrole est d'autant plus fort que « *certaines des petites compagnies pétrolières qui se précipitent aujourd'hui pour avoir des concessions à Madagascar étaient impliquées dans le passé dans des affaires de corruption en Afrique et en Asie* ». « *De hauts fonctionnaires peuvent être tentés de conclure des contrats secrets qui ne bénéficieront jamais aux millions d'habitants pauvres* », poursuit-elle. La solution, selon cette Ong, est que Madagascar adhère à l'*Extractive Industries Transparency Initiative* qui réunit à la fois producteurs pétroliers et consommateurs. Cette initiative oblige le gouvernement, la société civile et les producteurs pétroliers à rendre publics les détails sur les contrats financiers, les droits d'exploration et le partage des bénéfices. (D'après La Gazette du 05/08/2006)

La Banque centrale réduit de quatre points son taux directeur : elle vient de ramener son taux directeur de 16 à 12%, estimant que les conditions macroéconomiques permettent cette décision. Une bonne surprise pour les opérateurs économiques car le taux de 16% était effectif depuis presque deux ans, ce qui pénalisait les investissements. Il avait été appliqué pour juguler l'inflation. (D'après L'Express du 14/08/2006)

| Au 31/08/2006, 1euro = 2724 Ariary (cours pondéré)